



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

Opérations militaires face aux menaces
asymétriques au Kivu: un coup de pied dans la
fourmilière?

Par Adolphe AGENONGA CHOBER,
titulaire d'un diplôme d'Etudes supérieures en relations internationales
et d'un diplôme de mérite par l'Université de Kisangani

RESUMÉ

Le territoire de Beni est en proie à des carnages récurrents de populations civiles perpétrés par une nébuleuse, supposée être les Forces Démocratiques Alliées (ADF)-Armée Nationale de Libération de l'Ouganda (NALU), deux groupes extrémistes d'origine ougandaise. Pourtant, cette région est dotée d'un dispositif sécuritaire impressionnant qui, en revanche, ne parvient pas à contenir cette menace. Ceci a entraîné l'installation d'un climat de psychose et de terreur dans la région. Cette note analyse le paradoxe de la dispersion, en lieu et place de la neutralisation de ces groupes d'obédience « terroriste » à l'issue des opérations militaires successives lancées par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et de l'Ouganda (UPDF) appuyées par la force onusienne au Congo (MONUSCO) dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu. A ce titre, notre préoccupation s'attèle à restituer ces menaces dans leur contexte géopolitique régional en vue d'examiner les raisons qui expliqueraient que cette nébuleuse défie le dispositif sécuritaire imposant déployé dans cette région en continuant à perpétrer, à coup de machette, le massacre des populations civiles dont les forces militaires en présence sont pourtant censées assurer la protection. Cette piste de réflexion nous permettra de proposer quelques suggestions pour contenir ladite nébuleuse.

CONTEXTE

Cette note intervient dans un contexte où la RDC est frappée, de plein fouet, par des attaques d'une rare envergure. Depuis octobre 2014, les populations du territoire de Beni sont la cible des attaques à la machette imputées aux ADF/NALU, deux factions rebelles ougandaises qui entretiendraient des liens avec les filières djihadistes de la Corne d'Afrique et du Moyen-Orient.

Nonobstant les mécanismes sécuritaires mis sur pied en vue de contenir ces menaces, ces combattants continuent de s'infiltrer à travers les mailles du filet, pour égorger les populations civiles. Cette faille manifeste dont les opérations militaires censées contenir ces groupes armés sont entachées, a entraîné un climat de terreur qui, de plus en plus, compromet les efforts de la paix fragiles dans la région.

PROBLEMATIQUES

Cette note d'analyse tente de répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi les mesures sécuritaires mises en place en RDC, notamment dans le territoire de Beni pour contenir ces menaces asymétriques restent-elles entachées de failles manifestes ?
- Comment améliorer ces stratégies afin de parvenir à riposter efficacement à ces menaces ?

IDEES MAJEURES

- Le territoire de Beni en RDC est l'objet des attaques récurrentes dirigées contre les populations civiles par des combattants appartenant aux ADF-NALU ;
- La persistance de ces menaces, en dépit d'une succession des opérations militaires et d'un dispositif sécuritaire imposant dans la région, dénote de graves lacunes ;
- Par conséquent, il s'impose une nouvelle approche sécuritaire susceptible en vue d'une riposte efficace.

MOTS CLES

Beni, ADF-NALU, Menace asymétriques, Opérations Militaires

:

Le territoire de Beni fait partie intégrante de la province du Nord-Kivu. Il jouxte l'Ouganda et favorise les échanges avec ce pays à travers l'un des postes douaniers important de la région, Kasindi. Les deux grandes rébellions qui se sont succédées de 1996 à 2003 ont imprimé leur marque sur ce territoire qui a, au cours de cette période, abrité le quartier général d'un mouvement rebelle, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani-Mouvement de Libération (RCD-KML). Ce dernier s'est mué en parti politique dont le président, Antipas Mbusa Nyamwisi, a été candidat à l'élection présidentielle du 28 novembre 2011.

De plus, cette région a longtemps abrité deux mouvements rebelles ougandais (ADF-NALU) qui ont tenté plusieurs fois de renverser le régime de Kampala sans y parvenir. Par conséquent, ils ont déplacé leur terreau dans le no mans land du Mont Ruwenzori échappant au contrôle de l'Etat. Ces deux groupes rebelles distincts présentés comme une opposition musulmane au régime de Kampala ont fusionné à la suite d'un pacte signé entre leurs dirigeants, Yusuf Kabanda et Ali Ngaimoko, en 1995¹. Cette présence que Kampala a toujours considéré comme une menace pour son régime a été instrumentalisée, à deux reprises, pour

1. International Crisis Group, *L'Armée de résistance du seigneur : une stratégie régionale pour sortir de l'impasse*, Rapport Afrique N°157 – 28 Avril 2010, p.2.

justifier l'invasion de la RDC². En réalité, il s'agissait vraisemblablement d'un subterfuge cachant d'autres enjeux, différents des motivations affichées par l'Ouganda.

Par ailleurs, la normalisation des relations diplomatiques entre Kampala et Kinshasa a changé les enjeux de la guerre. Après la mise en place d'une commission Tripartite plus un (Burundi, Ouganda, RDC et Rwanda) avec l'assistance de l'administration américaine³ en 2004, désormais les ADF-NALU sont clairement désignées comme une menace commune. Cette commission a été créée dans le but de d'amener les dirigeants de ces pays à mieux coordonner leurs actions face aux enjeux sécuritaires de la région. C'est à l'issue de la mise en place de cette commission initiée par Museveni que l'idée des opérations conjointes FARDC-UPDF a germé avec l'appui de la mission onusienne. Le paragraphe ci-dessous clarifie le contexte géopolitique de ces menaces.

2. Agenonga Chober, *Impact du retrait des troupes ougandaises de la République démocratique du Congo sur l'évolution des conflits armés en Ituri*, Mémoire de Licence en Relations Internationales, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kisangani, 2012-2013, pp.105-106.

3. International Crisis Group, *L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU*, Nairobi/Bruxelles, Briefing Afrique n°93, 2012, p.1.

I. Contexte géopolitique des menaces

Situé à la frontière ougandaise au Nord-est de la RDC, le territoire de Beni est devenu le théâtre de violences d'une ampleur infernale. Les populations civiles sont égorgées et mutilées à l'aide de machettes par un groupe armé présumé être les ADF-NALU. Il s'agit d'un groupe armé millénariste devenu une branche terroriste ayant des ramifications internationales. Il opère sur les collines escarpées, périlleuses et difficiles d'accès du mont Ruwenzori, un massif culminant faisant frontière entre la RDC et l'Ouganda.

Les ADF-NALU dont la présence produit aujourd'hui des effets dramatiques ont été entretenus par le régime de Kinshasa sous le Maréchal Mobutu dans le but de déstabiliser le régime ougandais⁴. Ce climat d'hostilité contre Kampala était dû à l'éviction des deux présidents alliés de Mobutu dans la région par Yoweri K. Museveni, un ancien rebelle devenu président de la République ougandaise. Il s'agit d'Idi Amin Dada et de Juvénal Habyarimana, respectivement, anciens présidents ougandais et rwandais.

Ce groupe armé est constitué d'un couple ADF et NALU, deux factions rebelles ougandaises distinctes ayant fusionné, de par leurs champs et objectifs communs, vers les années 1995-1996 en RDC. En tant que tel, leur existence remonte bien avant en Ouganda, entre 1967 et 1986, période

marquée par une succession des rebellions et des putschs sanglants en Ouganda. Les différentes tentatives de renversement du régime en Ouganda ayant toujours tourné au fiasco, les membres de ces groupes ont été chassés de ce pays et ont pris le chemin de l'exil, soit en RDC, soit au Kenya où ils ont tenté de se réorganiser mais sans succès⁵.

L'adhésion de ce groupe à une idéologie islamiste lui a permis de bénéficier du soutien du gouvernement du Soudan et, pour des raisons d'alliances stratégiques, de celui de la RDC (alors Zaïre). Aujourd'hui, ce groupe entretiendrait des liens avec certains réseaux d'obédience musulmane de la corne d'Afrique (Al-Shebab), du Moyen-Orient et du Pakistan, en l'occurrence, Al-Qaeda⁶.

L'avènement de Jamil Mukulu, un chrétien converti à l'islam, à la tête des ADF a marqué un tournant important. Il a changé le destin de la lutte qui, au départ, visait la conquête du pouvoir à Kampala pour nourrir, désormais, des ambitions expansionnistes à l'échelle régionale⁷. En 2015, Mukulu a été arrêté en Tanzanie puis extradé en Ouganda

5. *Ibid*, pp. 1-12.

6. Romkema, H., *Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU*, Washington, MRDP, 2007, p.9.

7. Lettre datée du 12 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, p. 33.

Ibidem.

4. *Ibid*.

pour répondre de ses actes devant la justice. Le fief des ADF-NALU dans le Ruwenzori a souvent servi de camp d'entraînement aux djihadistes qui, à l'issue de leur formation, sont renvoyés pour servir la cause d'Al-Shabab en Somalie⁸. Plusieurs fois, le leader de cette nébuleuse, Mukulu, et d'autres membres ont séjourné soit au Kenya, au Burundi, ou en Tanzanie où ils disposent d'un réseau de recrutement de leurs combattants. En 2008, les ADF/NALU auraient planifié des attentats contre le sommet du Commonwealth à Kampala, qui ont été déjoués par le service de renseignement ougandais. En juillet 2010, lors de la coupe du monde de football en Afrique du Sud, des combattants d'Al-Shabab en complicité des ADF/NALU ont attaqué des établissements fréquentés par les occidentaux à Kampala faisant 70 morts. Il s'agissait d'une expédition punitive d'Al-Shabab contre l'Ouganda pour sa participation à la mission de la paix de l'UA en Somalie (AMISOM)⁹.

Partant de ces éléments, il est fort probable que les attentats meurtriers perpétrés par les combattants Al-Shabab au Kenya contre un supermarché et le campus universitaire entre 2014 et 2016 aient connu l'implication des combattants issus de ce recrutement.

Par la voie du droit « Pact Sunt Servanda »¹⁰, désormais Kinshasa et Kampala

cessent de se regarder en chien de faïence et s'engagent, mutuellement de « *s'abstenir à apporter l'appui militaire et logistique y compris l'approvisionnement des bases arrières et sanctuaires, aux groupes armés, aux milices ethniques, aux organisations subversives et à tout mouvement dans le sens de répondre aux préoccupations sécuritaires des Parties* »¹¹.

Sur la même lancée, signalons que Kigali et Kinshasa avaient déjà conclu à Pretoria, le 30 juillet 2002, un accord similaire dont les 4^e et 5^e paragraphes accordait clairement une priorité au retrait des troupes rwandaises du sol congolais et à la volonté de la neutralisation des forces rebelles hostiles à Kigali établies dans le Kivu.

Ces engagements ont conduit les parties à collaborer en vue de la neutralisation des mouvements subversifs, dont la plupart sont établis sur le sol congolais, qui représentent une menace commune. Le paragraphe suivant tente d'élucider les facteurs qui ont favorisé la dispersion de ces combattants dans la région de Beni.

bonne foi.

11. Article 2 alinéa 2 de l'Accord de Luanda du 6 septembre 2002 entre les gouvernements de la République Démocratique du Congo et de la République de l'Ouganda sur le retrait des troupes ougandaises de la République Démocratique du Congo, sur la coopération et la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays.

8. *Ibid.*

9. International Crisis Group, *op. cit.*, p.9.

10. Les dispositions de l'article 26 de la convention de Vienne du 23 mai 1969 relative au droit des traités fait obligation aux Etats parties de les exécuter de

II. Les opérations militaires et dispersions des ADF/NALU

Ce point examine, d'une part les opérations militaires successives dirigées contre les ADF/NALU et d'autre part, les raisons de l'échec de ces opérations qui ont entraîné la dispersion de ce groupe.

1. Opérations militaires contre les ADF/NALU

En application des engagements des deux Etats et de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU à travers le mandat confié à sa mission en RDC, la MONUSCO a lancé, conjointement avec les FARDC, une opération placée sous le code « North Night Final » en décembre 2005 permettant la destruction des principaux camps et la neutralisation d'environ 90 combattants. Au cours de cette opération, tous les dirigeants de ce groupe se sont volatilisés dans la nature¹².

En décembre 2007, la puissance de feu de l'armée congolaise a conduit à la reddition de 200 éléments de ce groupe avec sept de leurs dirigeants, tous conduits au centre de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) supervisé par la mission onusienne.

Malgré la reddition de ces éléments, leurs compagnons non désarmés se sont encore réorganisés en 2008 à travers une

coalition avec un autre groupe armé congolais appelé Maï Maï. De ce fait, cette coalition a engagé des raids visant le territoire de Beni et Lubero dans le Nord-Kivu. Les FARDC ont violemment riposté à ces attaques par une opération dénommée « Rwenzori » émaillée par des atrocités. Le rapprochement entre ces deux groupes s'expliquerait, d'une part, par la proximité géographique, par leur participation commune dans une économie criminelle et par l'utilisation de la terreur pour atteindre leurs objectifs. D'autre part, la présence de plus en plus croissante de membres de la communauté locale¹³ au sein des ADF pourrait susciter un sentiment de solidarité.

Face aux attaques répétitives qui attestent de la persistance de ce groupe armé dans le Nord-Est de la RDC, d'autres opérations tripartites FARDC-UPDF-MONUSCO ont été engagées, sans pour autant permettre sa neutralisation. Début 2012, les FARDC et la MONUSCO ont lancé une opération nommée « Radi Strike », de courte durée, dont le but était de conquérir le bastion de ce groupe, et qui s'est soldé par un échec. En 2013, ce réseau a fait l'objet d'une vaste opération militaire dénommée « Sukola I », en français « Nettoyage I » qui a permis de remporter un succès relatif. Elle a entraîné la dispersion des combattants. Cependant, depuis le mois d'octobre 2014, ce groupe armé n'a cessé d'égorger des populations

13. *Radio Okapi*, <http://www.radiookapi.net/2016/01/22/actualite/securite/beni-les-ADF-opere-ent-en-collaboration-avec-les-autochtones-selon-les>, consulté le 15 juin 2016.

12. International Crisis Group, *op. cit.*, p.6.

civiles, ce qui témoigne d'une réorganisation du groupe suite à l'opération Sukola I. Le 16 juin 2016, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'enfant africain, le Maire de la ville de Beni, Bwana Kawa, a établi un bilan de mille personnes environs, tombées sous le coup des machettes de cette nébuleuse, dont quatre cents mineurs¹⁴.

Face à la persistance de ces crimes, il ressort clairement que les différentes opérations militaires ont accusé des failles. Actuellement, les FARDC et la MONUSCO sont passées à une nouvelle opération, nommée « Usalama », en français « Sécurité ». A cette dernière opération, l'Ouganda ne participe pas mais dispose d'un bataillon dans la région en vue d'assurer la protection de son site pétrolier. Pourtant, même s'il est parvenu à contenir les ADF sur son territoire, il n'en demeure pas moins vrai qu'elles effectuent des trafics divers à travers sa frontière.

En somme, il y a lieu de se demander si les stratégies mobilisées répondent réellement aux enjeux et défis en toile de fond des agissements de cette nébuleuse. Il convient d'analyser plus particulièrement les facteurs expliquant l'inefficacité des ces opérations, avant de conclure sur des suggestions et quelques pistes de solution.

2. Echec des opérations militaires, la survivance et la dispersion des ADF/NALU

Au regard du nombre des opérations engagées par les FARDC, l'UPDF et la MONUSCO, on peut clairement déduire qu'elles visent moins les racines des problèmes que leurs conséquences. Il est quasi-absurde qu'un petit groupe armé défie toutes ces forces déployées pour assurer la sécurité de la population¹⁵. Le diagnostic de la complexité de ce phénomène nous a conduit à dégager les pistes de réflexion ci-après:

Faible volonté politique

Le Nord-Kivu abrite la base opérationnelle de la force onusienne à Goma. Dans son quartier général, elle est dotée des appareils sophistiqués, d'avions militaires ainsi que de drones, avions sans pilote utilisés dans la reconnaissance permettant de fournir des informations sur les positions de l'ennemi aux forces alliées. De plus, Beni fait partie intégrante de sept zones opérationnelles érigées par l'Etat congolais et dans cette région, le dispositif sécuritaire est plus important qu'ailleurs. Paradoxalement, les populations ne cessent d'être massacrées. En outre, la RDC fait partie intégrante d'une institution régionale, la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CI/RGL), disposant de dix protocoles dont trois sont consacrés,

14. Information diffusée par la *Radio Okapi*, radio de la MONUSCO en RDC le 16 juin 2016.

15. Résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU du 30 mars 2016, §29.

exclusivement, à la défense mutuelle, à la coopération judiciaire et à la prévention et répression du crime de génocide¹⁶. Il est impensable qu'un groupe armé qui n'a ni territoire, ni avion, ni population défie la force onusienne, les armées ougandaises et congolaises au point de devenir un arbre qui cache la forêt.

La réunion de ces éléments d'analyse démontre de manière convaincante que toutes les forces en présence n'ont simplement pas la volonté de démanteler cet escadron de la mort. La persistance de ce groupe armé ne permet-elle pas à l'Ouganda de consolider sa position hégémonique dans la région et de perpétuer l'économie de prédation en RDC ? Ces massacres récurrents ne sont-ils pas instrumentalisés par la MONUSCO pour justifier l'incapacité de l'Etat à protéger les civils et ainsi pouvoir proroger éternellement son mandat ? L'activisme de ce groupe armé et les dépenses militaires engagées dans les opérations précédemment décrites n'est-il pas un motif pour le régime de Kinshasa afin de justifier l'absence de moyens financiers pour les élections de 2016 ?

Il apparaît en filigrane que la présence de ce groupe armé servirait de tremplin à certains acteurs afin de perpétuer l'économie

16. Kadiebwé Mulonda, R., *La République Démocratique du Congo face à la modification du paysage géopolitique post-guerre froide de la région des grands lacs africains*, Thèse de doctorat en Relations internationales, Faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Université de Kisangani, 2011-2012, p.311.

de guerre et l'économie de prédation, dans des logiques visant moins la conquête du pouvoir que le pillage des ressources naturelles et le trafic en contrebande. A cet égard, on peut se demander pourquoi l'Ouganda a pourchassé, jusqu'au dernier retranchement, l'Armée de résistance du seigneur (LRA) sans pour autant le faire avec les ADF/NALU ?

Par ailleurs, une autre question qui hante les esprits est celle de la composition de l'armée qui est chargée d'assurer la sécurité du pays. Pour la plupart, surtout ceux qui sont déployés dans la région en ébullition, il s'agit de membres d'anciens groupes armés accusés de crimes contre la population. La société civile de Beni a même, dans une lettre adressée au président congolais, demandé la relève pure et simple de l'ensemble des combattants déployés à Beni pour être remplacés par d'autres.

L'intégration de l'armée nationale congolaise est résulte d'un vaste brassage des effectifs, qui ne permet pas forcément l'identification des combattants à intégrer. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que les forces alliées intègrent des combattants qui n'ont pas la moindre notion des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ce qui justifierait la structure vermoulue de l'appareil sécuritaire.

Enfin, un autre paradoxe est le fait que la présence d'un groupe armé est prise très au sérieux en RDC seulement quand elle menace

le pouvoir et les institutions politiques. Dans de nombreuses contrées de la RDC, certaines populations sont condamnées à supporter le diktat des groupes armés qui s'arrogent même les compétences régaliennes. C'est ainsi que les ADF/NALU n'ont jamais constitué une menace, plutôt qu'une gêne du fait de leur proximité avec des groupes armés opposés au régime. A défaut de représenter une menace réelle, ces combattants ont été perçus, pour Kinshasa et Kampala, comme une menace utile politiquement et financièrement. Cette présence ne profite pas qu'aux politiques mais aussi aux opérateurs économiques et bancaires dont la couverture dépasse la frontière congolaise¹⁷.

A cet égard, tout observateur averti ne peut que constater le fait que ce groupe constitue un fonds de commerce pour des individus qui occupent des postes militaires, politiques voire sociaux importants dans la sous-région.

Absence d'une vision stratégique des institutions politiques de la RDC

La maîtrise de l'espace physique des

17. Une banque dénommée « *Greenland Bank* » établie en Ouganda et disposant des filiales en Tanzanie et au Rwanda. Cette banque était fermée en 1999. Ses actionnaires ont toujours survécus et reste à savoir s'ils continuent à jouer encore ce rôle. Lire : Derrick Kiyonga, *Greenland Bank shareholders to battle Bank og Uganda*. Disponible sur <http://www.observer.ug/business/38-business/38190-greenland-bank-shareholders-to-battle-bank-of-uganda>, consulté le 15 juin 2016.. Lire aussi : International Crisis Group, *op. cit.*, pp.8-9.

conflits est une règle d'or de géostratégie dans la conduite de l'armée sur un territoire. C'est-à-dire que le déploiement des troupes doit permettre le plein contrôle, sans laisser échapper les coins stratégiques aux mains de l'ennemi, la géo-localisation de tout risque de subversion, le brouillage des lignes de communications à l'ennemi et doit couper tout accès aux ressources pour qu'il soit davantage essoufflé afin de renoncer à son entreprise. Chaque fois qu'une opération militaire s'achève, il s'observe la baisse de la garde et de la vigilance. Ce temps mort pendant lequel les combats cessent, l'ennemi fait un repli stratégique pour se réorganiser davantage. Mais souvent, quand l'armée remporte une bataille, le terrain est abandonné. Par conséquent, ce vide stratégique permet à l'ennemi de reprendre le contrôle pour redevenir maître du terrain. Dans de telles conditions, la population en paie le lourd tribut car accusée d'être de mèche avec l'armée.

En plus, il s'est installé un climat de méfiance entre l'armée et les populations. Au cours de plusieurs opérations, l'armée a été accusée de dérapage¹⁸. De telles pratiques cristallisent une crise de confiance dans le chef de la population civile. C'est ainsi que la société de Beni a, à un certain moment,

18. Zeebroek, X., *Etude sur la prolifération des armes légères en République Démocratique du Congo*, Bruxelles, Notes d'Analyse du GRIP, 2010, p.114. Lire aussi : Rapport d'un réseau des ONG des Droits de l'homme, *République démocratique du Congo : Prendre position sur la réforme du secteur de la sécurité*, p.7.

demandé à la population de ne plus jamais payer de taxe à l'Etat jusqu'à ce que sa sécurité soit assurée.

La population a un rôle prépondérant à jouer dans la victoire militaire. En France, dans le dispositif Vigipirate, la population collabore avec la force de sécurité pour dénoncer tout cas suspect du terrorisme ou de n'importe quelle criminalité. Population et armée ne sont pas rivales. Si la sécurité vise aussi la protection des civils, il n'en reste pas moins vrai que ces derniers doivent réellement se sentir protégés plutôt que harcelés, rationnés ou rackettés.

Il est curieux de constater que l'Ouganda a déployé un bataillon de 500 militaires pour assurer la sécurité des chantiers des compagnies pétrolières dans une région où sévissent les ADF/NALU sans pour autant prendre très au sérieux cette menace. Parmi ces combattants, certains sont recrutés au Burundi, au Rwanda, en Ouganda, en Tanzanie, en Somalie et au Kenya. Ils sont acheminés par le territoire ougandais de Bwera et via Gisenyi au Rwanda pour se retrouver sur le sol congolais¹⁹. De toute évidence, si ce groupe représentait une menace pour le pouvoir ougandais, il aurait déjà été maté du fait qu'il opère dans un milieu isolé où il ne peut facilement communiquer avec ses mentors à l'extérieur.

La faible maîtrise du mécanisme opérationnel de cette nébuleuse

Aujourd'hui, la résurgence des ADF-NALU qui tuent à coup de machette continue à alimenter le débat sur leur réelle intention. Il est même curieux de s'interroger sur la vraie identité de ceux que l'on présente comme les ADF/NALU. S'agit-il du groupe originel ou de sa réinvention pure et simple? Quoi qu'il en soit, au-delà du mythe ou du flou qui entoure cette question, il se pose sérieusement les problèmes suivants :

- La localisation de la base arrière de ces combattants. Si les acteurs s'étaient réellement engagés à neutraliser ce groupe, la priorité serait d'abord accordée à leur identification. En géostratégie, les problématiques de localisation sont cruciales dans la mesure où l'on ne peut pas livrer la bataille contre des combattants dont on ne connaît ni la base, ni l'état-major encore moins l'identité. La prise en compte de ces données pourrait, inmanquablement, insuffler une nouvelle dynamique dans la traque de ce groupe.

- Les mentors non identifiés : les mentors, les complices et les commanditaires des attaques à Beni semblent encore non identifiés. C'est pourquoi ils sont en mesure de continuer à téléguides les combattants qui sont à la base de cette opération sanguinaire.

19. Lettre adressée au Président du conseil de sécurité de l'ONU, *op. cit.*, p.33.

Si le commercialisme militaire²⁰ est devenu une pratique kafkaïenne au sein des armées africaines, il n'en reste pas moins vrai qu'il se vérifie également au Kivu. Certains acteurs instrumentalisent certains groupes armés pour en tirer des avantages économiques. La persistance de cette menace favorise la prospérité commerciale et économique de ces acteurs, qui n'ont alors que peu d'intérêts à son démantèlement.

L'implication de certains fils de la région en proie aux attaques des ADF ne constitue plus un secret de polichinelle. Les notables des secteurs Beni-Mbau et Ruwenzori ont indiqué avoir des informations précises sur l'identité de certains membres de leur communauté qui participent dans la planification des massacres des populations civiles²¹. A qui profite ce crime? Des investigations indépendantes mérites d'être diligentées pour élucider cette question.

20. Ce terme signifie l'utilisation de l'armée par le politique pour des fins économiques en faveur du politique. Dietrich, C., "The commercialization of military deployment in Africa", in *African Security Review*, vol. 9, no. 1, Institute for Security Studies, 2000 cité par Jeroen Cuvelier et Stefaan Marysse, *Les enjeux économiques des conflits armés, L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2002-2003, Paris, L'Harmattan, 2003.

21. *Radio Okapi*, <http://www://www.radiokapi.net/2016/01/22/actualite/securite/beni-le-adf-ope-rent-en-collaboration-avec-les-autochtones-selon-les-notables>, consulté le 17 juin 2016

Les ADF-NALU se présentent comme partenaire d'une économie criminelle et de prédation. Il ont réussi à émerger comme opérateur économique dans les échanges transfrontaliers entre la RDC et l'Ouganda. Les moyens que lui procure cette économie criminelle leur permettent de soudoyer les services de sécurité tant du côté congolais qu'ougandais qu'il ont réussi à infiltrer²².

Noyautage du service de sécurité

Nous l'avons déjà indiqué, en 2005, quand les FARDC appuyées par la MONUSCO ont lancé l'opération visant à neutraliser ce groupe, tous ses dirigeants avaient réussi à s'enfuir. Au regard des interactions qui s'observent actuellement avec différents acteurs impliqués dans le conflit, ceci laisse croire qu'ils avaient été prévenus pour y échapper.

Il convient de souligner que ces combattants profitent des failles des forces de sécurité, dans la mesure où ils tuent là où la patrouille n'est pas organisée ou non loin des positions militaires. Sur le plan de l'analyse politique, il y a lieu de s'interroger si au sein des services de sécurité des FARDC, de l'UPDF voire de la MONUSCO ces combattants ne disposent pas d'agents qui leur livrent des informations sur les opérations et les

22. International Crisis Group, *op. cit.*, p.1.

patrouilles militaires dirigées à leur rencontre.

Le rôle subversif des certains autochtones

Parmi les combattants de ce groupe, il n'y a pas que des étrangers. Depuis leur implantation à Beni, les ADF-NALU ont recruté des combattants au sein de la communauté musulmane locale²³. D'après les estimations de 2015, les combattants des ADF/NALU était majoritairement composés de congolais²⁴. Reste à vérifier les circonstances qui entourent cette présence congolaise au sein d'un groupe armé qui, en réalité, se retourne contre leur propre communauté. Il n'est pas à écarter l'hypothèse qu'ils aient été kidnappés pour servir dans les rangs de ce groupe avant de se radicaliser. Dans le camp des ADF-NALU, tous les membres sont obligés de se convertir à l'islam. Les ADF/NALU ont réussi à nouer des liens avec les communautés locales où elles sont établies depuis deux décennies. Les moyens qu'elles se sont donnés à travers la contrebande et le pillage des ressources sont susceptibles de leur procurer un pouvoir de domination sur la population locale. En outre, la détérioration des conditions sociales sont, sans doute, de nature à conduire les jeunes à se faire recruter par ce groupe.

Conclusion et suggestions

L'Etat congolais est à la fois artisan et

23. Ibid.

24. Déclaration du Maire de la ville de Beni, Bwana Kawa au cours d'une émission de la radio des Nations-Unies en RDC, Dialogue entre congolais

victime aujourd'hui des exactions des ADF/NALU, un groupe entretenu dans un contexte géopolitique régional caractérisé par la méfiance entre les chefs d'Etat de la région des Grands lacs africains. Le rapprochement entre Kampala et Kinshasa a conduit à la modification des enjeux autour de ce groupe. Malgré le fait que ce dernier existe comme mouvement subversif, il n'en reste pas moins que la volonté de sa neutralisation demeure très faible. Le fait qu'aujourd'hui ce groupe soit présenté comme responsable du massacre des populations déplace le curseur vers une menace « terroriste » car au départ, même si ce groupe a entretenu des connexions avec les réseaux islamistes radicaux, il n'avait pas encore enregistré des attaques systématiques visant l'extermination des populations civiles.

L'échec des opérations militaires successives destinées à neutraliser ce groupe s'explique, entre autres par la faible volonté politique, l'absence d'une vision stratégique des institutions politiques congolaises, la non maîtrise des mécanismes opérationnels de cette nébuleuse, le noyautage des services de sécurité, le rôle flou de certains acteurs, etc.

Partant de cette grille d'analyse, cette note de réflexion dégage quelques suggestions pour contenir cette menace asymétrique :

- L'engagement franc de la RDC, de l'Ouganda et de la MONUSCO dans la neutralisation des ADF-NALU en vue de contribuer efficacement à la stabilité de la région ;
- Que l'armée congolaise soit encore réintégrée

en vue d'élaguer les éléments infiltrés. Cette réintégration doit poser de nouvelles bases pouvant répondre à sa vocation ;

- La mise en place d'une force spéciale antiterroriste pour contrer les menaces asymétriques grandissantes dans la région et le rétablissement rapide de l'autorité de l'Etat dans toutes les contrées aux mains des groupes armés ;
- La mise en place d'un mécanisme de protection et de surveillance du type Vigipirate avec la participation directe des civils.

BIBLIOGRAPHIE

- Accord de Luanda du 6 septembre 2002 entre les gouvernements de la République Démocratique du Congo et de la République de l'Ouganda sur le retrait des troupes ougandaises de la République Démocratique du Congo, sur la coopération et la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays.
- Agenonga Chober, *Impact du retrait des troupes ougandaises de la République démocratique du Congo sur l'évolution des conflits armés en Ituri*, Mémoire de Licence en Relations Internationales, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kisangani, 2012-2013.
- *Convention de Vienne du 23 mai 1969 relative au droit des Traités*.
- Derrick Kiyonga, *Greenland Bank shareholders to battle Bank of Uganda*. Disponible sur <http://www.observer.ug/business/38-business/38190-greenland-bank-shareholders-to-battle-bank-of-uganda>, consulté le 15 juin 2016.
- International Crisis Group, *L'Armée de résistance du seigneur : une stratégie régionale pour sortir de l'impasse*, Rapport Afrique N°157 – 28 Avril 2010.
- International Crisis Group, *L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU*, Nairobi/Bruxelles, Briefing Afrique n°93, 2012.
- Kadiebwe Mulonda, R., *La République Démocratique du Congo face à la modification du paysage géopolitique post-guerre froide de la région des grands lacs africains*, Thèse de doctorat en Relations internationales, Faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Université de Kisangani, 2011-2012.
- Lettre datée du 12 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.
- Radio Okapi, <http://www://www.radiokapi.net/2016/01/22/actualite/securite/benile-adf-operent-en-collaboration-avec-les-autochtones-selon-les-notables>, consulté le 17 juin 2016.
- Romkema, H., *Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU*, Washington, MRDP, 2007.
- Zeebroek, X., *Etude sur la prolifération des armes légères en République Démocratique du Congo*, Bruxelles, Notes d'Analyse du GRIP, 2010.